

**COMMUNE DE  
VILLEFRANCHE DE  
ROUERGUE**

**Décision Tacite d'Opposition à  
une Déclaration Préalable**

<b>DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION :</b>		<b>Référence dossier :</b>
<i>Déposée le 20/05/2025</i>		<b>N° DP 012 300 25 20098</b>
<i>Par:</i>	<b>Monsieur Faugieres Michael</b>	<i>Projet :</i> <b>Installation de panneaux photovoltaïques</b>
<i>Demeurant à :</i>	<b>718 avenue de champ rouget 12200 Villefranche-de-Rouergue</b>	
<i>Sur un terrain sis :</i>	<b>718 AVENUE DE CHAMP ROUGET 12200 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE</b>	
<i>Référence(s) cadastrale(s) :</i>	<b>CK n°15</b>	

Monsieur,

Conformément à l'article R\*423-38 du code de l'urbanisme, le service instructeur de la Communauté de Communes vous a informé, par lettre recommandée en date du 21/06/2025, qu'il n'était pas possible d'entreprendre l'instruction de votre demande de **DECLARATION PREALABLE** enregistrée sous les références portées dans le cadre ci-dessus, car elle était incomplète.

Or il s'avère que vous n'avez pas fait parvenir, dans le délai indiqué, les pièces ou indications manquantes. Je me vois donc dans l'obligation de déclarer votre demande sans suite (conformément à l'article R\*423-39 du code de l'urbanisme)

En conséquence, vous trouverez en retour sous ce pli votre dossier de demande d'autorisation.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Nota : *J'attire votre attention sur le fait que cette mesure ne doit pas être interprétée comme un accord tacite sur le projet envisagé, étant précisé que si vos travaux étaient mis à exécution sans autorisation réglementaire de mes services, vous vous exposeriez à des poursuites pour infraction à la législation (articles L.480-1 et suivants du Code de l'Urbanisme).*

Le 03/11/2025

Pour le Maire et par délégation,  
Le premier Adjoint,

Jean-Claude CARRIE




REPUBLIQUE FRANCAISE

Notifié au pétitionnaire le : 04/11/2025  
Transmis à la Préfecture le : 07/11/2025